

# Rapport financier 2009



- P.2** La gestion budgétaire
- Les grands équilibres financiers
  - Les points marquants du compte administratif 2009
  - La structure du compte administratif 2009
- P.12** La balance générale
- Présentation générale de l'équilibre financier : investissement et fonctionnement
- P.14** La gestion de la dette
- La gestion optimale de la trésorerie
  - La gestion active de la dette départementale
  - Les engagements donnés par la collectivité
- P.20** La situation patrimoniale au 31 décembre 2009
- P.22** Le périmètre d'intervention et gestion externe
- P.23** Les principes budgétaires et comptables
- P.24** Les ratios de la loi administration territoriale de la république

# Les grands équilibres financiers

Les grands équilibres financiers des comptes administratifs 2004 à 2009 sont résumés dans le tableau suivant :

## LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

| BUDGET en M€uros  |      | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009       |
|---|------|------|------|------|------|------|------------|
| <b>Mouvements réels de la section de fonctionnement</b>                                     |      |      |      |      |      |      |            |
| Recettes réelles de fonctionnement  | 1    | 190  | 199  | 213  | 231  | 245  | <b>254</b> |
| Dépenses réelles de fonctionnement  |      | 163  | 173  | 185  | 201  | 217  | <b>226</b> |
| <i>dont dépenses réelles de gestion charges exceptionnelles et dotations aux provisions</i> | 2    | 161  | 171  | 182  | 197  | 214  | 223        |
| <i>dont charges financières</i>   | 3    | 2    | 3    | 3    | 4    | 3    | 3          |
| <b>Epargne de gestion (4) = (1) - (2)</b>   | 4    | 29   | 28   | 31   | 34   | 31   | <b>31</b>  |
| <b>Epargne brute (5) = (4) - (3)</b>  | 5    | 27   | 26   | 28   | 30   | 28   | <b>28</b>  |
| <b>Mouvements réels de la section d'investissement</b>                                      |      |      |      |      |      |      |            |
| Recettes réelles d'investissement   | 6    | 63   | 76   | 72   | 65   | 66   | <b>74</b>  |
| <i>dont recettes définitives</i>  |      | 18   | 22   | 21   | 19   | 23   | 28         |
| dont emprunts souscrits   | 7    | 15   | 15   | 15   | 15   | 10   | 15         |
| <i>dont crédits reconstituables</i>   |      | 30   | 38   | 36   | 31   | 33   | 31         |
| Dépenses réelles d'investissement   | 8    | 90   | 97   | 89   | 96   | 97   | <b>102</b> |
| <i>dont dépenses d'équipement</i>   |      | 51   | 49   | 44   | 50   | 55   | 63         |
| <i>dont remboursement du capital de la dette*</i>   | 9    | 9    | 10   | 9    | 15   | 9    | 8          |
| <i>dont crédits reconstituables</i>   |      | 30   | 38   | 36   | 31   | 33   | 31         |
| <b>Fonds de roulement au 1<sup>er</sup> janvier</b>   | (A)  | 4    | 4    | 9    | 20   | 19   | 16         |
| Fonds de roulement au 31 décembre (B) = (A)+(5)+(6)-(8)                                     | (B)  | 4    | 9    | 20   | 19   | 16   | 16         |
| Dette à moyen et long terme au 1 <sup>er</sup> janvier                                      | (I)  | 60   | 67   | 72   | 78   | 78   | 79         |
| Dette à moyen et long terme au 31 décembre  | (II) | 67   | 72   | 78   | 78   | 79   | 86         |

Tableau établi à partir des comptes administratifs de 2004 à 2009  
 \* Remboursement anticipé d'emprunt de 6,5 M€ en 2007.

### Quelques éléments peuvent d'ores et déjà être relevés :

- Une légère diminution de notre épargne brute (- 0,4 M€) ;
- Une augmentation de notre endettement (+ 7 M€) ;
- Une majoration de nos dépenses d'équipement entre 2009 et 2008 (+ 8 M€).

# Les points marquants du compte administratif 2009

## Le compte administratif 2009 est caractérisé par :

- Une légère diminution de l'autofinancement en fonctionnement,
- Une majoration des dépenses réelles d'investissement,
- Un excédent global de clôture de 2,5 M€.

## 1. Une légère diminution de l'autofinancement en fonctionnement

### a) Une augmentation des recettes de fonctionnement de l'exercice de + 3,37 %

Si l'augmentation prévisionnelle des recettes de fonctionnement de l'exercice était estimée à + 3,69 % en 2009 par rapport à 2008, l'évolution de ces recettes a été réellement de + 3,37%.

Le taux de réalisation de ces recettes est de 101,14 % contre 101,46 % en 2008.

### b) Une augmentation des dépenses de fonctionnement de l'exercice de + 3,99 %

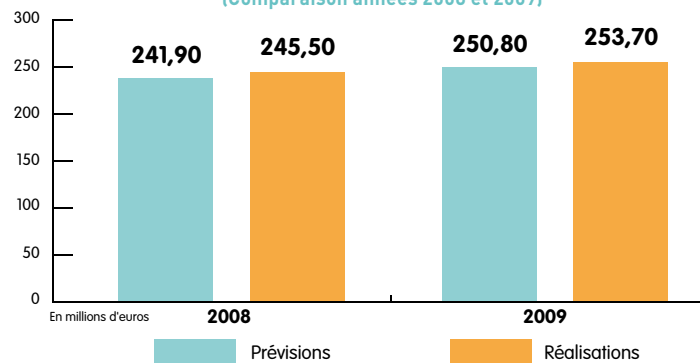
Si l'augmentation prévisionnelle des dépenses de fonctionnement de l'exercice était estimée à + 4,39 % en 2009 par rapport à 2008, la réalisation effective a porté l'évolution de ces dépenses à + 3,99 %.

Le taux de réalisation de ces dépenses est en légère diminution comparativement à celui de l'exercice précédent (96,46 % en 2009 contre 96,82 % en 2008).

Il convient de préciser que l'année 2009 intègre la mise en œuvre, comme depuis l'exercice 2004, en section de fonctionnement, du rattachement des charges à l'exercice, dispositif résultant de l'instruction comptable M52. Ce principe a pour objectif la sincérité des comptes, en faisant réellement peser sur l'exercice les charges qui lui incombent. Ainsi 9 872 371,46 € de dépenses ont été rattachés à l'exercice 2009 (dont 0,2 M€ pour les transports, 1,1 M€ pour le RMI et le RSA, 1,1 M€ pour l'APA, 2,1 M€ pour les établissements pour personnes handicapées, 2,9 M€ pour les établissements pour personnes âgées et 1,2 M€ pour les intérêts courus non échus [ICNE]) contre 10,6 M€ en 2008.

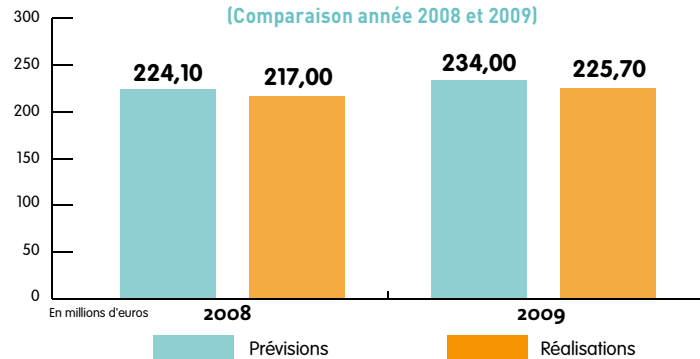
### LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE

(Comparaison années 2008 et 2009)



### LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE

(Comparaison année 2008 et 2009)



## c) L'autofinancement diminue légèrement entre 2009 et 2008

L'autofinancement prévisionnel était estimé en baisse de - 5,03 % par rapport au prévisionnel de 2008, la réalisation effective a porté l'évolution de l'autofinancement à - 1,39 % (soit - 0,4 M€).

La progression de l'autofinancement 2009 entre le prévu et le réalisé (+ 11,1 M€) provient :

- d'une non consommation totale des crédits en dépenses pour 8,3 M€ (malgré un taux de réalisation de 96,46 %)
- d'un taux de réalisation de 101,14 % supérieur à la prévision pour un montant de 2,8 M€.

Cette situation s'est vérifiée sur les exercices antérieurs.

Notre autofinancement en euro par habitant devrait toujours se maintenir en dessous de celui de la strate démographique.

## 2. Une majoration des dépenses d'investissement de l'exercice ainsi qu'une diminution des restes à réaliser

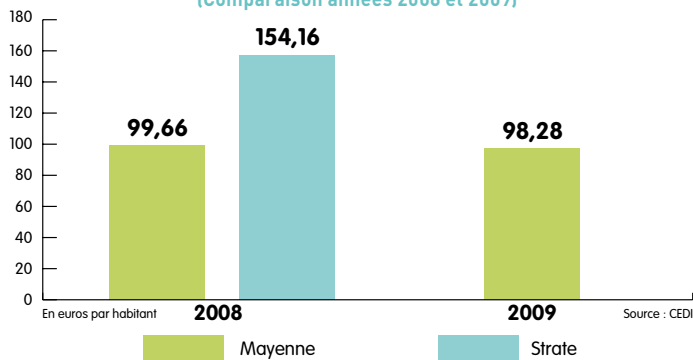
### a) Une majoration des dépenses d'investissement de + 13,59 % liée notamment au plan de relance

Si le volume prévisionnel des dépenses d'investissement 2009 était de + 5,32 % comparativement à 2008, le taux de réalisation effective (dépenses mandatées) atteint une évolution de + 13,59 %.

Le taux de réalisation de ces dépenses est de 74,76 % contre 69,32 % en 2008.

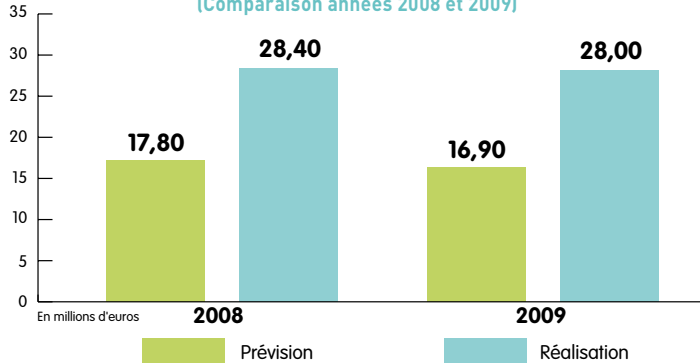
### L'EPARGNE BRUTE (RECETTES REELLES MOINS DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT)

(Comparaison années 2008 et 2009)



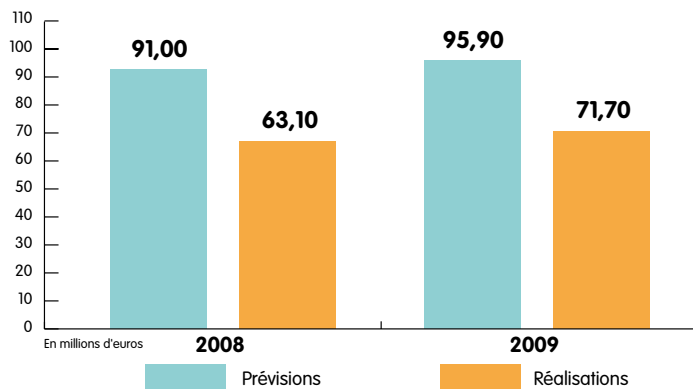
### L'AUTOFINANCEMENT

(Comparaison années 2008 et 2009)



### LES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE HORS CREDITS RECONSTITUABLES

(Comparaison années 2008 et 2009)



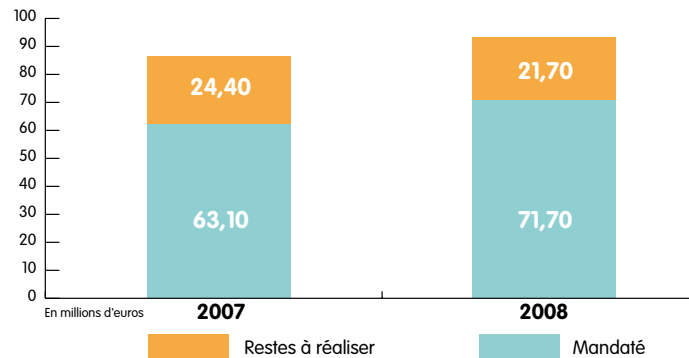
## b) Une diminution des restes à réaliser de - 10,77 %

Les restes à réaliser constitués des dépenses engagées non mandatées au 31 décembre 2009 ont diminué de - 10,77 % par rapport à ceux de 2008.

Ces restes à réaliser feront l'objet de reports sur l'exercice 2010 à l'occasion du budget supplémentaire.

Si l'on cumule les dépenses mandatées en 2009 et les restes à réaliser, le taux de réalisation global de ces dépenses d'investissement est supérieur à celui de l'exercice précédent (97,44 % en 2009 contre 96,09 % en 2008) et le taux d'évolution de ces dépenses est de + 6,80 % d'un exercice à l'autre.

### LES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (HORS CREDITS RECONSTITUABLES ET LES RESTES A REALISER) (Comparaison années 2008 et 2009)



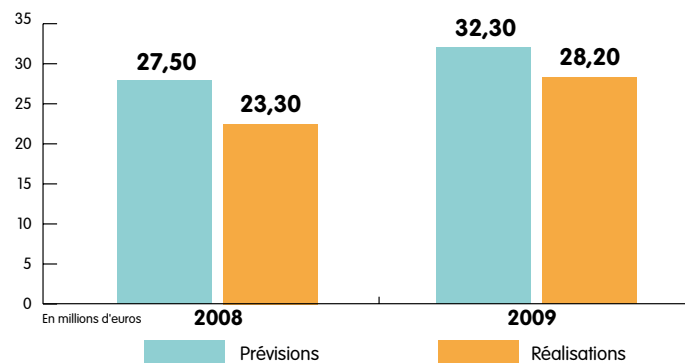
## c) Une majoration des recettes d'investissement (hors crédits reconstituables et emprunt) liée notamment à la présence d'un « double FCTVA » (Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée) en 2009

Ces recettes d'investissement augmentent de + 21,11 % en réalisation contre une hausse prévisionnelle de + 17,55 %.

Leur taux de réalisation est supérieur à celui de l'exercice précédent (87,26 % en 2009 contre 84,70 % en 2008).

L'emprunt a été réalisé à hauteur de 15 M€ en 2009 contre 10 M€ en 2008.

### LES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE HORS CREDITS RECONSTITUABLES ET EMPRUNT (Comparaison années 2008 et 2009)



## 3. Le compte administratif 2009 dégage un excédent global de clôture de 2,5 millions d'€uros.

Les résultats de l'exercice 2009 doivent être appréhendés de la façon suivante au regard des dispositions de la réglementation comptable M52.

| DETERMINATION ET AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2009  |                      |
|--|----------------------|
| LIBELLE  | MONTANTS             |
| <b>Le résultat (section de fonctionnement) est constitué par le cumul :</b>  |                      |
| du résultat de l'exercice (cumul des titres émis cumul des mandats émis) :   | 143 346 472,30       |
| du résultat reporté :  | 8 042 629,54         |
| <b>soit au total :</b>   | <b>21 389 101,84</b> |
| <b>Le solde d'exécution (section d'investissement) est constitué par le cumul :</b>  |                      |
| du solde des émissions de titres et de mandats de l'exercice :   | -13 776 423,59       |
| de l'excédent de fonctionnement capitalisé :   | 12 112 514,72        |
| du résultat reporté :  | -7 236 617,85        |
| <b>soit au total :</b>   | <b>-8 900 526,72</b> |
| <b>Résultat hors restes à réaliser</b>   | <b>12 488 575,12</b> |
| <b>Les restes à réaliser</b>   |                      |
| <b>Les restes à réaliser de l'exercice 2007 (en section d'investissement) doivent être pris en compte dans la détermination et l'affectation des résultats :</b> |                      |
| Les restes à réaliser en dépenses :  | 21 741 376,90        |
| Les restes à recouvrer en recettes :   | 11 795 541,43        |
| <b>soit un solde de :</b>  | <b>-9 945 835,47</b> |
| <b>L'affectation du résultat</b>   |                      |
| Excédent de fonctionnement à affecter :  | 21 389 101,84        |
| Besoin de financement de la section d'investissement après prise en compte des restes à réaliser de cette même section :   | -18 846 362,19       |
| <b>soit un solde de :</b>  | <b>2 542 739,65</b>  |

Le tableau ci-dessous synthétise ces différents éléments :

Le compte administratif 2009 dégage donc un **résultat excédentaire de fonctionnement suffisant** pour couvrir le besoin de financement de la section d'investissement, le reliquat constitue notre marge de manœuvre et peut être inscrit de la manière suivante en report dans le cadre du budget supplémentaire pour 2010.

| AFFECTATION DU RESULTAT 2008 (En €uros) |                      |                     |                      |
|---|----------------------|---------------------|----------------------|
| INVESTISSEMENT                          |                      |                     |                      |
| DEPENSES                                |                      | RECETTES            |                      |
| Nature 001 :                            | 8 900 526,72         | Nature 1068 :       | 18 846 362,19        |
| Restes à réaliser :                     | 21 741 376,90        | Restes à réaliser : | 11 795 541,43        |
| <b>Total</b>                            | <b>30 641 903,62</b> | <b>Total</b>        | <b>30 641 903,62</b> |
| FONCTIONNEMENT                          |                      |                     |                      |
| DEPENSES                                |                      | RECETTES            |                      |
|   |                      | Nature 002 :        | 2 542 739,65         |

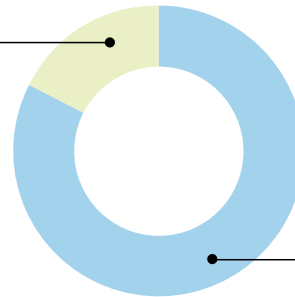
# La structure du compte administratif 2009

Hors résultats antérieurs

## 1. Les mouvements réels et d'ordre

La répartition entre les dépenses réelles et d'ordre se compose de la façon suivante en 2009 :

Mouvements d'ordre  
**63 826 559,36 €**  
**17,67%**

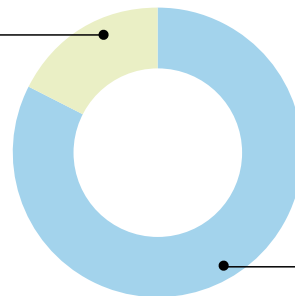


**LES DEPENSES REELLES ET D'ORDRE DE L'EXERCICE**  
(Compte administratif 2009)  
361 176 518,13 €

Mouvements réels hors crédits reconstituables  
**297 349 958,77 €**  
**82,33%**

La répartition entre les recettes réelles et d'ordre s'établit de la façon suivante en 2009 :

Mouvements d'ordre  
**63 826 559,36 €**  
**17,69%**



**LES RECETTES REELLES ET D'ORDRE DE L'EXERCICE**  
(Compte administratif 2009)  
360 746 566,84 €

Mouvements réels hors crédits reconstituables  
**296 920 007,48 €**  
**82,31%**

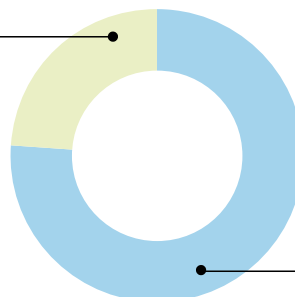
Il nous faut simplement noter une majoration de 6 M€ des mouvements d'ordre.

## 2. Les dépenses réelles de l'année 2009

### a) Structure des dépenses réelles (hors crédits reconstituables)

Les crédits d'investissement représentent moins du quart des dépenses réelles contre plus des trois quart pour le fonctionnement.

Investissements hors crédits reconstituables  
**71 673 185,83 €**  
**24,10%**



**LES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT ET DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE**  
(Compte administratif 2009)  
297 349 958,77 €

Fonctionnement  
**225 676 772,94 €**  
**75,90%**

## b) Répartition des dépenses réelles d'investissement (hors crédits reconstituables)

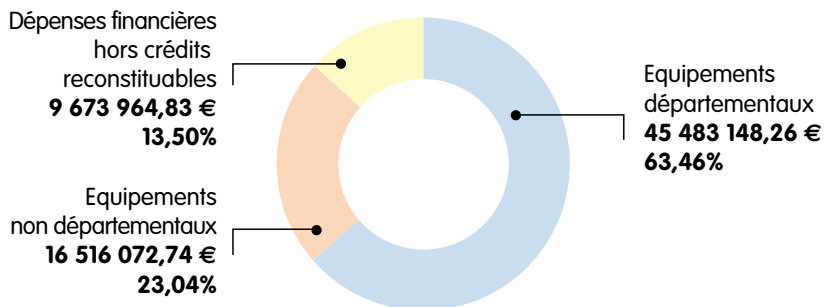
Les crédits d'investissement de 2009 augmentent de + 13,59 % comparativement à 2008 avec cependant des variations différenciées selon les domaines concernés :

- Une augmentation de + 20,08 % des dépenses d'équipement départementaux ;
- Une majoration de + 2,78 % des équipements non départementaux ;
- une baisse de - 2,05 % des dépenses financières

### LES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

(Compte administratif 2009)

71 673 185,83 €



Par ailleurs, il est constaté une diminution des restes à réaliser en dépenses (21,7 M€ en 2009 contre 24,3 M€ en 2008)

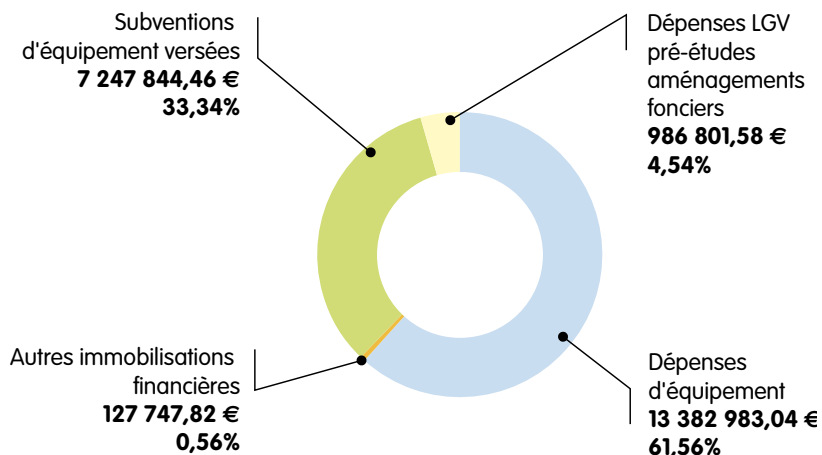
En effet les restes à réaliser de 2009 diminuent de - 10,77% % comparativement à 2008 avec cependant des variations différenciées selon les domaines concernés et notamment :

- une forte diminution de - 25,44 % des dépenses d'équipement;
- une très importante majoration de +44,85% des subventions d'équipement versées ;
- la présence de dépenses liées à l'opération pour compte de tiers relative aux aménagements fonciers concernant la ligne à grande vitesse (LGV) et à des créances rattachées à des participations.

### LES RESTES A REALISER EN DEPENSES

(Compte administratif 2009)

21 741 376,90 €



## c) Répartition des dépenses réelles de fonctionnement

Les crédits de fonctionnement de 2009 sont majorés de + 3,99 % par rapport à ceux de 2008.

Il convient de signaler une progression de + 4,13% des dépenses de gestion des services (dépenses de solidarité, de fonctionnement des collèges, de transports scolaires ...).

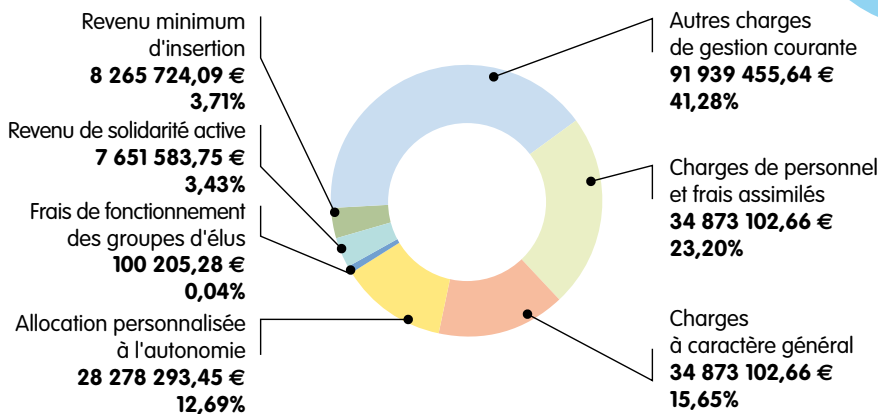
Il faut noter une diminution de - 5,07 % des charges financières.

La composition des dépenses de gestion de l'année 2009 se traduit de la façon suivante :

### LES DEPENSES DE GESTION DE L'EXERCICE

(Compte administratif 2008)

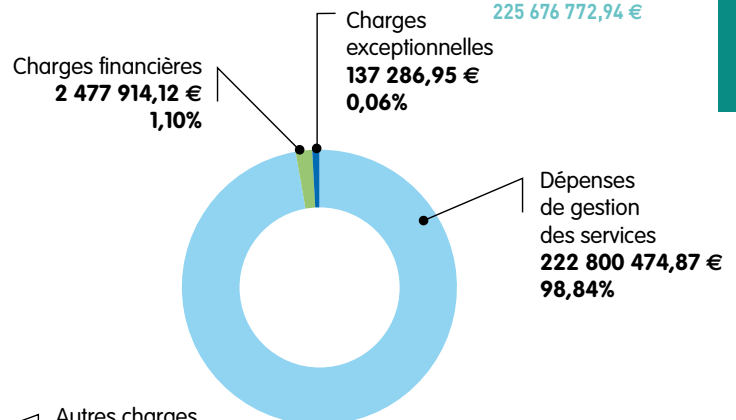
222 800 474,87 €



### LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE

(Compte administratif 2009)

225 676 772,94 €



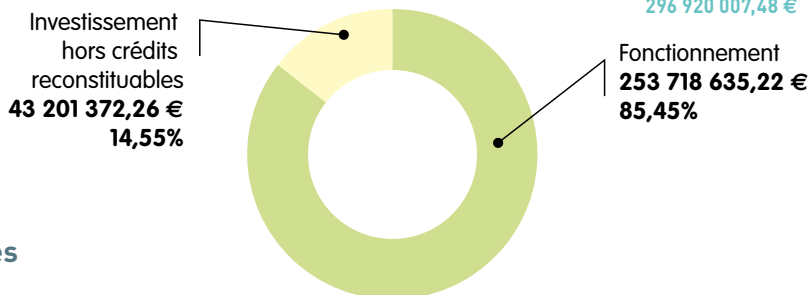
### L'évolution de ces crédits entre 2007 et 2008 s'analyse ainsi domaine par domaine.

- Charges à caractère général : - 5,28 % ;
- Charges de personnel et frais assimilés : + 9,71 % ; il s'agit là de la poursuite de la prise en compte des effets de l'acte 2 de la décentralisation en matière de transferts de personnel ;
- Autres charges de gestion courante : + 1,81 % (dépenses peu compensées par des recettes) ;
- Revenu minimum d'insertion et revenu de solidarité active : + 23,96 % (dépense compensée partiellement par une recette) ;
- Allocation personnalisée à l'autonomie : + 5,47%.

## 3. Les recettes réelles de l'année 2009

### a) Structure des recettes réelles (hors crédits reconstituables)

Les recettes d'investissement représentent 15 % des recettes réelles contre 85 % pour le fonctionnement.

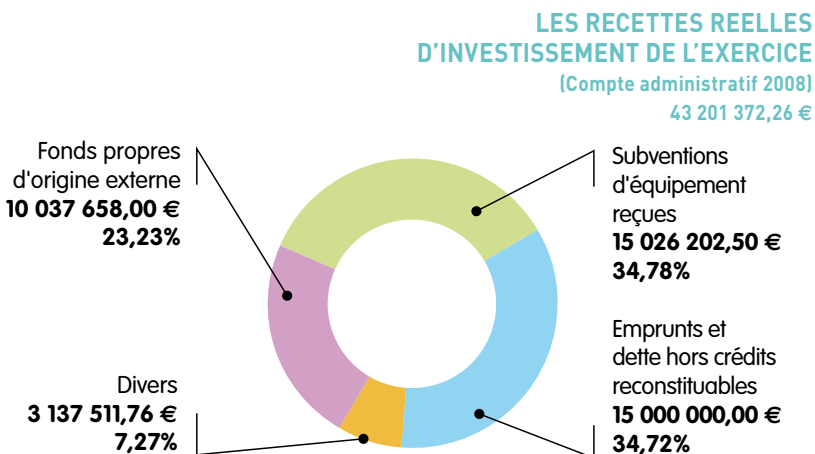


### b) Répartition des recettes réelles d'investissement (hors crédits reconstituables)

Les recettes d'investissement de 2009 augmentent de + 29,79 % comparativement à 2008 avec cependant des variations différenciées selon les domaines concernés :

- Une forte augmentation de + 196,26 % des fonds propres d'origine externe liée notamment à la présence d'un « double FCTVA » (Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée) en 2009 ;
- Une forte diminution de - 17,48 % des subventions d'équipement reçues ;
- une majoration du recours à l'emprunt à hauteur de 15 M€ (10 M€ en 2008).

Les restes à recouvrer diminuent de 7,7 M€ (11,8 M€ en 2009 contre 19,5 M€ en 2008)

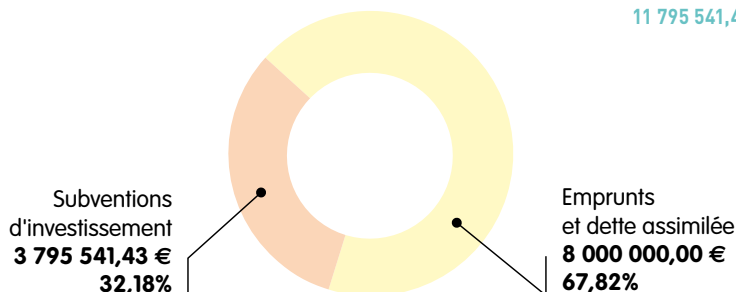


En effet, les restes à recouvrer de 2009 diminuent de - 39,48 % comparativement à 2008 avec cependant des variations différenciées selon les domaines concernés et notamment :

- Une baisse des subventions d'investissement (3,8 M€ en 2009 contre 4,3 M€ en 2008) ;
- Les restes à recouvrer en matière d'emprunt de 8 M€ (contre 15 M€ en 2008) ;
- L'absence de recettes liées à l'opération pour compte de tiers relative aux aménagements fonciers concernant la ligne à grande vitesse (LGV).

### LES RESTES A REALISER EN RECETTES

(Compte administratif 2008)  
11 795 541,43 €



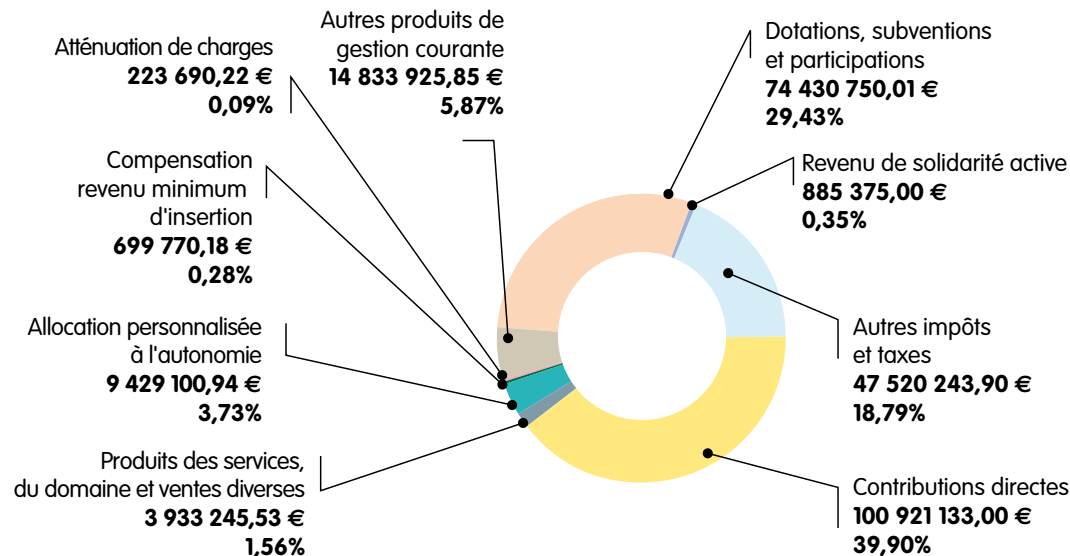
## c) Répartition des recettes réelles de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement de 2009 sont majorées de + 3,37 % par rapport à celles de 2008.

Il convient surtout de noter une progression de + 3,44 % des recettes de gestion des services (fiscalité directe et indirecte, dotations de l'État, recettes liées à la solidarité ...) à mettre en corrélation avec la progression des dépenses de même nature.

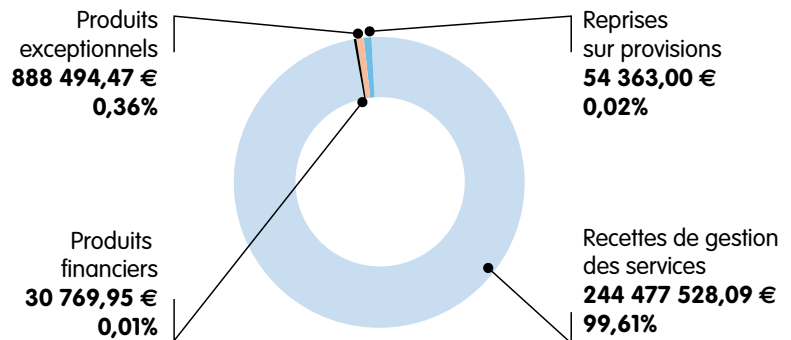
### LES RECETTES REELLES DE GESTION DE L'EXERCICE

(Compte administratif 2009) - 252 877 234,63 €



### LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE

(Compte administratif 2009) - 253 718 635,22 €



### L'évolution des recettes de gestion entre 2007 et 2008 s'analyse ainsi par principaux domaines.

- Produits des services du domaine et ventes diverses : - 8,51 % ;
- Contributions directes : + 8,74 % (augmentation des taux d'imposition de 4 % entre 2008 et 2009) ;
- Autres impôts et taxes : - 1,35 % (il convient de noter une diminution des droits de mutation [- 20,56%], la montée en puissance de la taxe sur les conventions d'assurance [+ 8,77 %] sur son volet compensation des transferts de compétence essentiellement ainsi qu'un abondement [+ 3 M€] du produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers destiné également à couvrir les transferts de compétence) ;
- Dotations, subventions et participations : + 1,03 % (faible majoration des dotations de l'État du fait notamment de la forte baisse des allocations compensatrices : - 12 %) ;
- Autres produits de gestion courante : - 1,59 % ;
- Revenu minimum d'insertion et revenu de solidarité active : + 117,59 % (il convient de préciser que la recette compensatrice, une partie de la taxe sur les produits pétroliers, est intégrée dans la rubrique autres impôts et taxes) ;
- Allocation personnalisée à l'autonomie : - 1,74 %.

# La balance générale

## PRESENTATION GENERALE

| PRESENTATION GENERALE  |                       |  | II                    |
|--|-----------------------|--|-----------------------|
| 1) EQUILIBRE FINANCIER   |                       |  | 1-A                   |
| A - SECTION D'INVESTISSEMENT - REALISATIONS (y compris les restes à réaliser N-1)  |                       |  |                       |
| MANDATS EMIS   |                       | TITRES EMIS  |                       |
| OPERATIONS REELLES   |                       |  |                       |
| <b>EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX</b><br>(invts. directs)  |                       | Fonds propres d'origine externe<br>(10 hors 1068)  | 10 037 658,00         |
| Dépenses d'équipement (20,21,23)   | 45 480 374,26         | (FCTVA, TLE, DGE, taxes d'urb.)<br>(20,21,23) Immobilisations corp., incorp. ou en cours (1) | 107 353,09            |
|  |                       | 22 Immobilisations reçues<br>en affectation  |                       |
|  |                       | 26 Participations et créances<br>rattachées à des participations                             |                       |
|  |                       | 27 Autres immobilisations financières  | 752 967,38            |
| 010 RMI  | 2 774,00              | 010 RMI  | 5 552,00              |
| 018 RSA  |                       | 018 RSA  |                       |
| <b>EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX</b>  |                       |  |                       |
| 204 Subventions d'équipement versées   | 15 009 560,90         | Subventions d'équipement reçues (c/13)   | 15 026 202,50         |
| 22 Immobilisations reçues en affectation   |                       | Emprunts et dettes assimilées (c/16)   | 46 496 425,50         |
| 45 Travaux pour le compte de tiers   | 1 506 511,84          | 45 Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte                               | 2 271 639,29          |
| Dépenses financières (c/10,13,16,26,27)  | 47 170 390,33         |  |                       |
| Autres   |                       | Autres   |                       |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>  | <b>103 169 611,33</b> | <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>  | <b>74 697 797,76</b>  |
| <b>BESOIN D'AUTOFINANCEMENT : (Dépenses réelles - Recettes réelles)</b>  |                       |  | <b>28 471 813,57</b>  |
| OPERATIONS D'ORDRE (2)   |                       |  |                       |
| 040 Opérations d'ordre de transfert<br>entre section (3)   | 23 964 337,89         | 040 Opérations d'ordre de transfert<br>entre section (3)                                     | 38 659 727,87         |
| 041 Opérations patrimoniales (3)   | 1 202 493,60          | 041 Opérations patrimoniales (3)   | 1 202 493,60          |
| <b>TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE</b>  | <b>25 166 831,49</b>  | <b>TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE</b>  | <b>39 862 221,47</b>  |
| <b>AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE :</b><br>(solde des opérations d'ordre de section à section = (précédé du signe - si négatif) |                       |  | <b>14 695 389,98</b>  |
| <b>TOTAL DEPENSES DE L'EXERCICE</b>  | <b>128 336 442,82</b> | <b>TOTAL RECETTES DE L'EXERCICE</b>  | <b>114 560 019,23</b> |
| SOLDE D'EXECUTION REPORTE DE N-1   |                       |  |                       |
| <b>D 001</b>   | <b>7 236 617,85</b>   | <b>R 001</b>   |                       |
| AFFECTATION DE N-1   |                       |  |                       |
|  | <b>c/1068</b>         |  | <b>12 112 514,72</b>  |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>   | <b>135 573 060,67</b> | <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>   | <b>126 672 533,95</b> |

(1) Exceptionnellement, les comptes 20,21 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(2) Voir détails.

(3) DF 023 = RI 021; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042, DIO41 = RI 041.

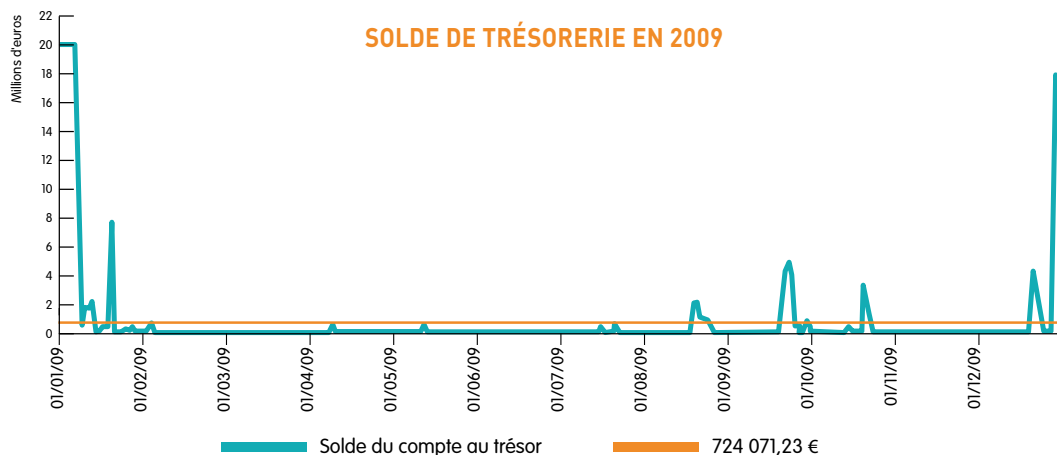
| PRESENTATION GENERALE   |                       | II  |                       |
|---|-----------------------|---|-----------------------|
| 1) EQUILIBRE FINANCIER  |                       | 1-B   |                       |
| <b>B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - REALISATIONS (y compris les restes à réaliser N-1)</b> |                       |   |                       |
| DEPENSES DE L'EXERCICE  |                       | RECETTES DE L'EXERCICE                                      |                       |
| OPERATIONS REELLES ET MIXTES  |                       |   |                       |
| GESTION DES SERVICES  |                       | GESTION DES SERVICES  |                       |
| 011 Charges à caractère général<br>(sauf 6031 et 713)                                     | 34 873 102,66         | 70 Produits des services, du domaine,<br>et ventes diverses | 3 933 245,53          |
| 012 Charges de personnel et frais assim.  | 51 692 110,00         | 731 Contributions directes                                  | 100 921 133,00        |
| 65 Autres charges de gestion courante   | 91 939 455,64         | 73 Autres impôts et taxes (hors 731)                        | 47 520 243,90         |
| 6586 Frais de fonct. des groupes d'élus   | 100 205,28            | 74 Dotations, subventions et participations                 | 74 430 750,01         |
| 014 Atténuation de produits   |                       | 75 Autres produits de gestion courante                      | 14 833 925,85         |
|   |                       | 013 Atténuation de charges<br>(sauf 6031 et 6611)           | 223 690,22            |
| 015 RMI   | 8 265 724,09          | 015 RMI   | 699 770,18            |
| 016 APA   | 28 278 293,45         | 016 APA   | 9 429 100,94          |
| 017 RSA   | 7 651 583,75          | 017 RSA   | 885 375,00            |
| <b>Total dépenses de gestion des services</b>   | <b>222 800 474,87</b> | <b>Total recettes de gestion des services</b>               | <b>252 877 234,63</b> |
| <b>66 Charges financières</b>   | <b>2 477 914,12</b>   | <b>76 Produits financiers</b>                               | <b>7 909,83</b>       |
| <b>67 Charges exceptionnelles (V)</b>   | <b>137 286,95</b>     | <b>77 Produits exceptionnels (VI)</b>                       | <b>779 127,76</b>     |
| <b>68 Dotations aux provisions</b>  | <b>261 097,00</b>     | <b>78 Reprises sur provisions</b>                           | <b>54 363,00</b>      |
| <b>022 Dépenses imprévues</b>   |                       |   |                       |
| <b>TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES</b>   | <b>225 676 772,94</b> | <b>TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES</b>                     | <b>253 718 635,22</b> |
| <b>SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :</b>   |                       |   | <b>28 041 862,28</b>  |
| OPERATIONS D'ORDRE  |                       |   |                       |
| 042 Opé. d'ordre de transfert entre sections (3)  | 38 659 727,87         | 042 Opé. d'ordre de transfert entre sections                | 23 964 337,89         |
| 023 Virement à la section d'investissement  |                       |   |                       |
| <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>   | <b>38 659 727,87</b>  | <b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>                               | <b>23 964 337,89</b>  |
| AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE :   |                       | - POSITIF   | 14 695 389,98         |
|   |                       | - NEGATIF   |                       |
| <b>TOTAL DEPENSES DE L'EXERCICE</b>   | <b>264 336 500,81</b> | <b>TOTAL RECETTES DE L'EXERCICE</b>                         | <b>277 682 973,11</b> |
| RESULTAT REPORTE DE N-1   |                       |   |                       |
| <b>D 002</b>  |                       | <b>R 002</b>  | <b>8 042 629 54</b>   |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>   | <b>264 336 500,81</b> | <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>                 | <b>285 725 602,65</b> |

# La gestion optimale de la trésorerie

Le Département **gère sa trésorerie en trésorerie zéro**, de façon à retarder la mobilisation des emprunts et à réduire ses frais financiers. Cette réduction de trésorerie est rendue possible grâce au recours aux emprunts à capital reconstituable et aux lignes de trésorerie qui permettent d'ajuster la trésorerie disponible aux besoins financiers de la collectivité.

La trésorerie moyenne sur l'année 2009 (0,7 M€) assure le financement de moins d'un jour de dépenses totales moyennes (contre plus d'un jour en 2008 : 1,3 M€).

Il convient de rappeler que « la stratégie de trésorerie zéro » avait été temporairement mise en retrait au cours du dernier trimestre 2008 afin de pallier d'éventuelles crises de liquidité de nos partenaires financiers.

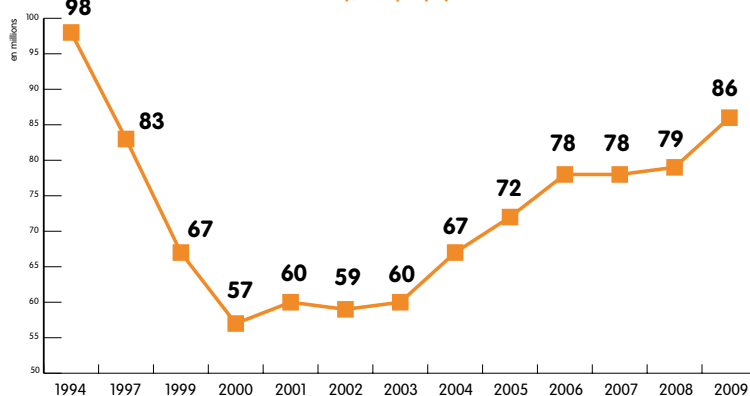


# La gestion active de la dette départementale

## 1. Une majoration de l'encours de la dette (pour le budget principal)

Après une politique de désendettement mise en place par le Conseil général qui s'est traduite par une diminution constante de l'encours en capital de la dette de 1994 (98 M€) à 2003 (60 M€), l'encours s'est régulièrement accru de 5 à 6 M€ par an jusqu'en 2006 pour atteindre 77,9 M€ fin 2006 ; après avoir été stabilisée en 2007 et 2008, la dette départementale s'établit à 86 M€ au 31 décembre 2009.

### ÉVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE DÉPARTEMENTALE (au 31/12/n)



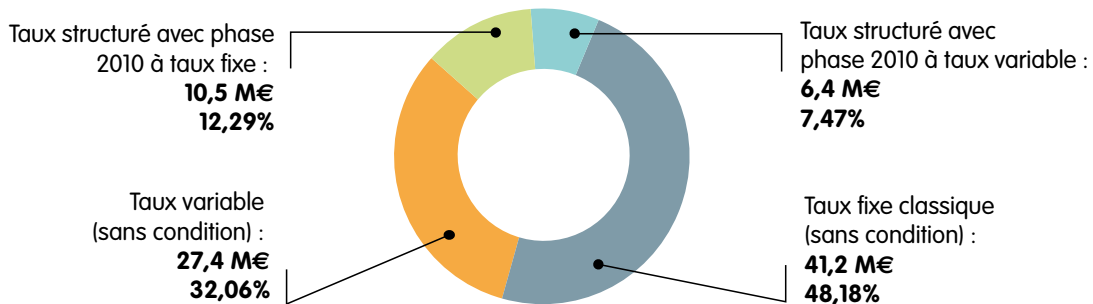
## 2. L'arbitrage de l'encours de dette majoritairement à taux fixe...

L'anticipation de la remontée des taux d'intérêts avait conduit la collectivité à augmenter sa part d'emprunts mobilisés sur des phases à taux fixe dès 2006. Celle-ci a été portée à 60,47 % (51,8 M€) de l'encours au 31 décembre 2009 contre 64 % (50,7 M€) en 2008, contre 67 % (52,1 M€) en 2007, 50 % (39 M€) en 2006 et 38 % (27,5 M€) en 2005 et moins de 15 % (9,8 M€) en 2004.

Répartition de la structure de l'encours par type d'emprunts

### STRUCTURE DE L'ENCOURS DE DETTES MOBILISÉ

au 31 décembre 2009 - 85 679 186,31 €

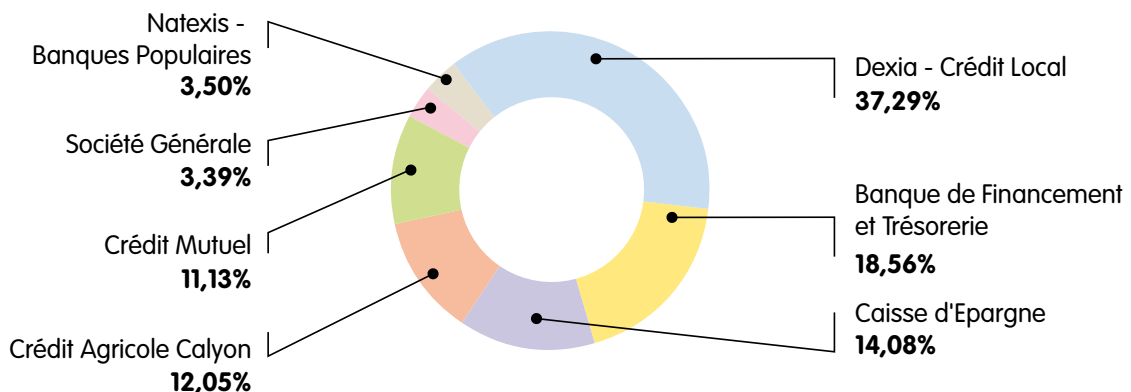


## ... avec une répartition équilibrée de l'encours entre les prêteurs

Pour conserver une politique d'indépendance vis-à-vis de ses partenaires bancaires, le Département cherche à respecter une répartition équilibrée de l'encours entre ses prêteurs, au regard des meilleures conditions financières proposées lors de l'examen des offres

### RÉPARTITION PAR PRETEURS DE L'ENCOURS DE DETTES

au 31 décembre 2009 - 85 679 186,31 €

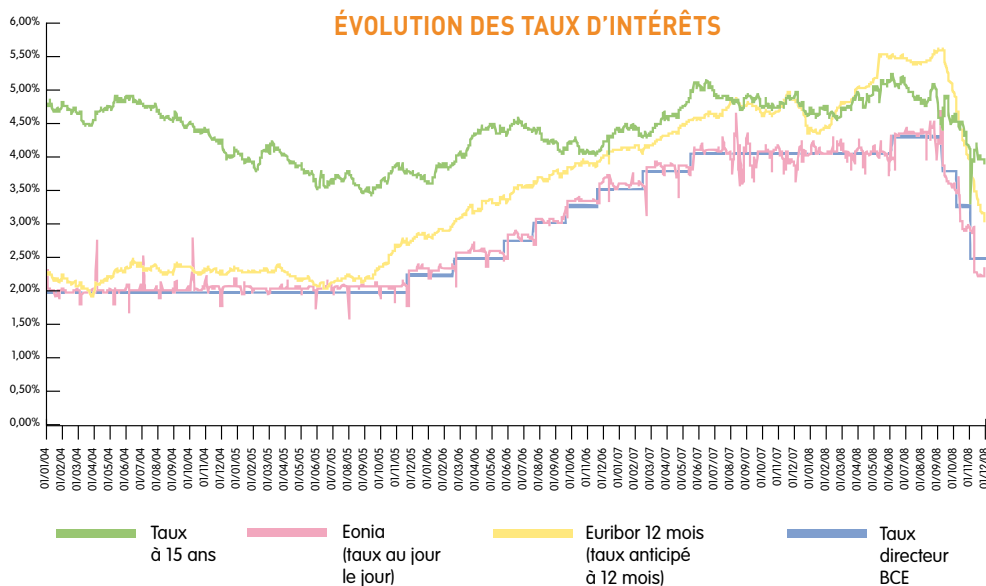


## 3. La diminution des frais financiers liée à une gestion active de la dette dans un contexte financier international encore très perturbé

Après une baisse continue des taux d'intérêts depuis 2001 et l'atteinte de seuils historiquement bas (environ 2 %) mi 2005, le cycle de resserrement monétaire amorcé par la Banque Centrale Européenne (BCE) le 1<sup>er</sup> décembre 2005 s'est poursuivi en 2007, avec un taux directeur porté à 4 % le 6 juin 2007.

La BCE a observé un quasi statu quo jusqu'à la crise financière internationale de l'automne 2008 qui l'a amené à baisser progressivement son taux directeur jusqu'à 1 % début mai 2009 en raison des craintes de la répercussion de cette crise sur la croissance en zone euro.

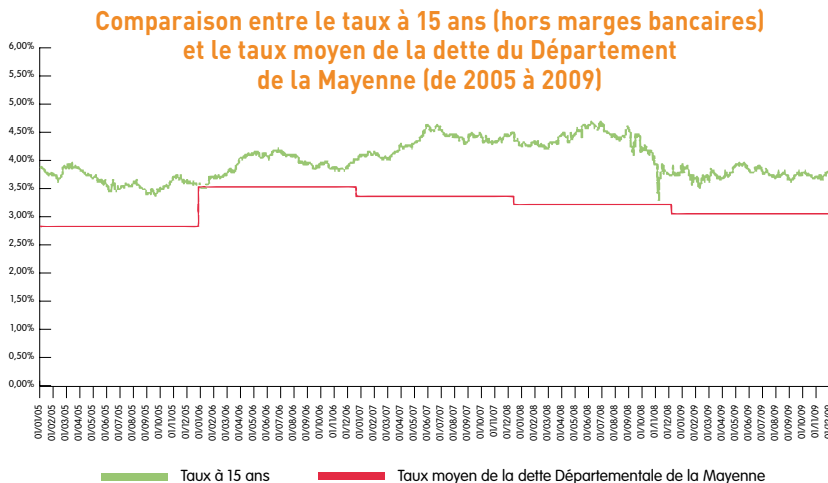
Les taux à 15 ans (durée habituelle des emprunts contractés par le Département) sont demeurés stables en 2009 à un niveau de 4 % environ.



Dans ce contexte, le taux moyen de la dette départementale est malgré tout de 3 % en 2009 contre 3,2 % en 2008, 3,41 % en 2007, 3,61 % en 2006 mais encore 2,7 % en 2005.

Il convient cependant de noter que le taux moyen de la dette départementale est demeuré inférieur au taux à 15 ans (Hors marge bancaire) depuis 2005.

Source : *panel collectivités locales Finance Active*

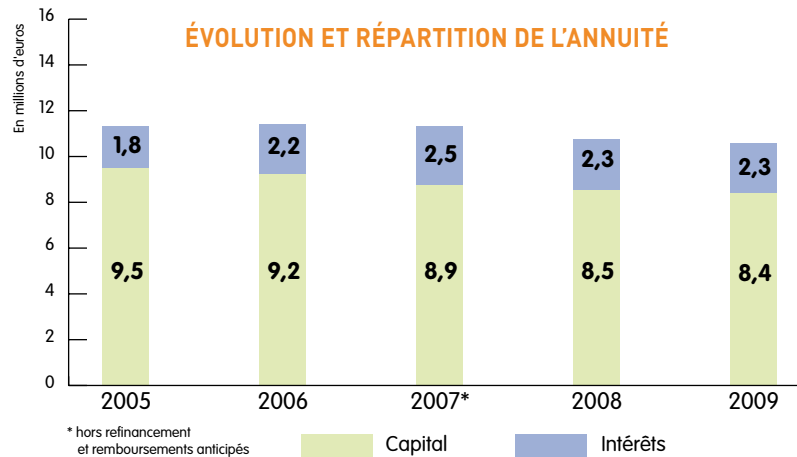


## 4. L'évolution des annuités d'emprunts...

Les frais financiers payés sur les emprunts s'élevaient à 2,3 M€ en 2009 contre 2,3 M€ en 2008, 2,5 M€ en 2007, 2,2 M€ en 2006 et 1,8 M€ en 2005.

Hors remboursements anticipés (6,47 M€) effectué en 2007, la part d'amortissement de capital (8,4 M€) est en légère diminution (- 2 %) par rapport à 2008 (8,5 M€), à 2007 (8,9 M€), à 2006 (9,2 M€) et à 2005 (9,5 M€).

Au total, le coût de la gestion de la dette s'établit à 10,7 M€ en 2009 contre 10,8 M€ en 2008.



## ... et l'amplification du recours à l'emprunt des dernières années excepté 2008

Le volume d'emprunts réalisés en 2009 a été de 15 M€ contre 10 M€ en 2008. Il finance 23,69 % de nos investissements (hors dette) contre 18,33 % en 2008.

## 5. Le recours aux instruments de couverture du risque financier

Le Département dispose d'un portefeuille d'instruments de couverture du risque financier (risque de taux d'intérêt) comprenant 3 contrats d'échanges de taux d'intérêts (swaps). Le montant de la dette couverte par les swaps était de 3,9 M€ au 31/12/2009, soit 4,51 % de l'encours.

Ces instruments permettent de modifier la répartition de l'encours entre les taux variables et taux fixes et favorisent une meilleure répartition du risque de taux, tout en préservant la collectivité de tensions ponctuelles trop fortes sur les marchés financiers.

### ■ Les ratios d'endettement

Au 31/12/2009, l'encours total de la dette départementale représente 278,82 € par habitant au lieu de 258,04 € par habitant en 2008, de 256,10 € fin 2007, 258,95 € fin 2006 et 242,38 € fin 2005.

Le taux d'endettement, qui exprime le rapport entre la dette totale et les recettes réelles de fonctionnement, s'élève à 34,14 % en 2009 contre 32,79 % fin 2008. Il était de 34,38 % en 2007, 37,73 % fin 2006 et de 37,81 % au 31/12/2005.

### Le recours à l'emprunt de ces dernières années :

|      |                                  |
|------|----------------------------------|
| 2004 | mobilisation effective de 15 M € |
| 2005 | mobilisation effective de 15 M € |
| 2006 | mobilisation effective de 15 M € |
| 2007 | mobilisation effective de 15 M € |
| 2008 | mobilisation effective de 10 M € |
| 2009 | mobilisation effective de 15 M € |

La solvabilité du Département (sa capacité à faire face à ses engagements qui s'exprime par le ratio « stock de dette / épargne brute » ou ratio dit de désendettement) ressort à 3,06 années en 2009 contre 2,78 années en 2008. Elle était de 2,60 années en 2007, 2,77 années en 2006 et 2,78 années en 2005. C'est la durée que mettrait la collectivité à rembourser intégralement sa dette en y consacrant la totalité de son épargne brute.

Si le Département peut apparaître, au regard de ces ratios, encore assez peu endetté, sa situation doit être relativisée, du fait de la faiblesse de ses recettes de fonctionnement. Ses dépenses réelles de fonctionnement cumulées au remboursement en capital de sa dette absorbent, en effet, 92,24 % de ses recettes réelles de fonctionnement contre 91,90 % de ses recettes réelles de fonctionnement en 2008, 93,73 % fin 2007, 91,11 % fin 2006 et 92,14 % fin 2005.

Avec une marge de manœuvre aussi limitée, la collectivité doit rester vigilante.

# Les engagements donnés par la collectivité

La dette globale du Département se compose de sa dette propre (contractée pour financer les investissements propres du Département) et des engagements hors bilan donnés par notre collectivité (pour les emprunts souscrits par d'autres structures), sur lesquels la maîtrise par la collectivité est réduite.

### • La dette pour subventions à verser en annuités

La dette pour subventions à verser en annuités fait partie intégrante de la dette départementale totale. Il convient d'ajouter son encours à celui de la dette propre.

Les annuités restant à courir au 31 décembre 2009 s'élevaient à près de 0,95 M€ contre 1,1 M€ en 2008.

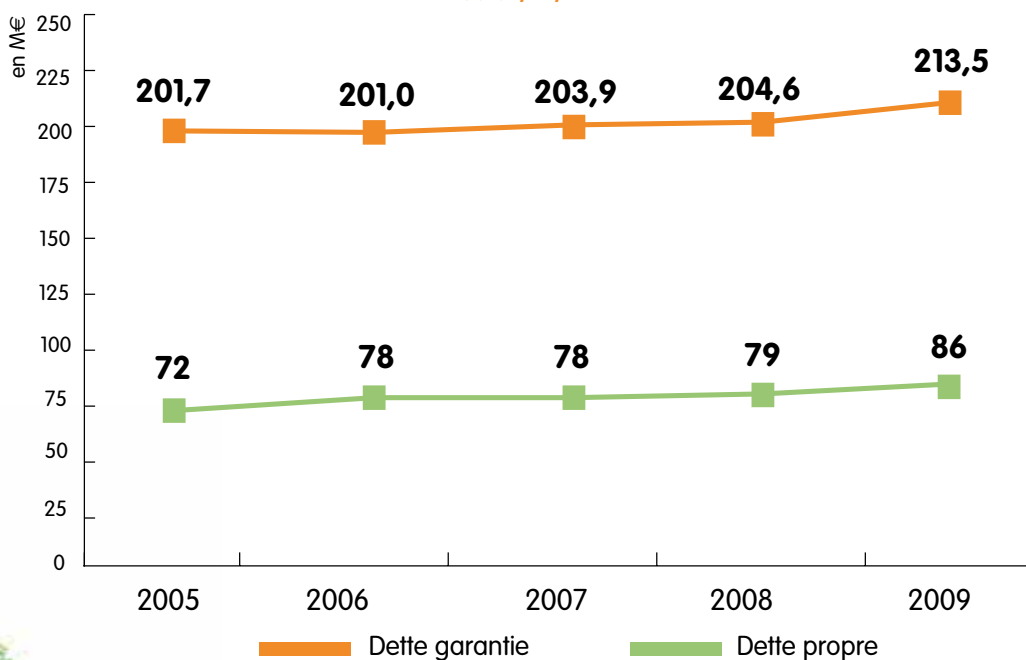
L'annuité générée en 2009 par ce type d'aides s'est chiffrée à 0,18 M€ contre 0,32 M€ en 2008.

Au total, la dette départementale atteignait 86,6 M€ fin 2009 contre 80,2 M€ fin 2008 pour le budget principal, 11,7 M€ pour le budget annexe traitement des déchets ménagers et 0,1 M€ pour le budget annexe du laboratoire d'analyses 53 (LDA 53).

### • La dette garantie

Les garanties d'emprunts constituent une seconde catégorie d'engagements donnés par le Département. Avec un encours garanti et signé au 31 décembre 2009 de plus de 213 M€ (+ 8,9 M€ par rapport à 2008), soit près de 2 fois et demi la dette propre, ces aides indirectes sont de première importance.

**ENCOURS DE DETTE GARANTIE COMPARÉ  
À CELUI DE LA DETTE PROPRE  
au 31/12/n**



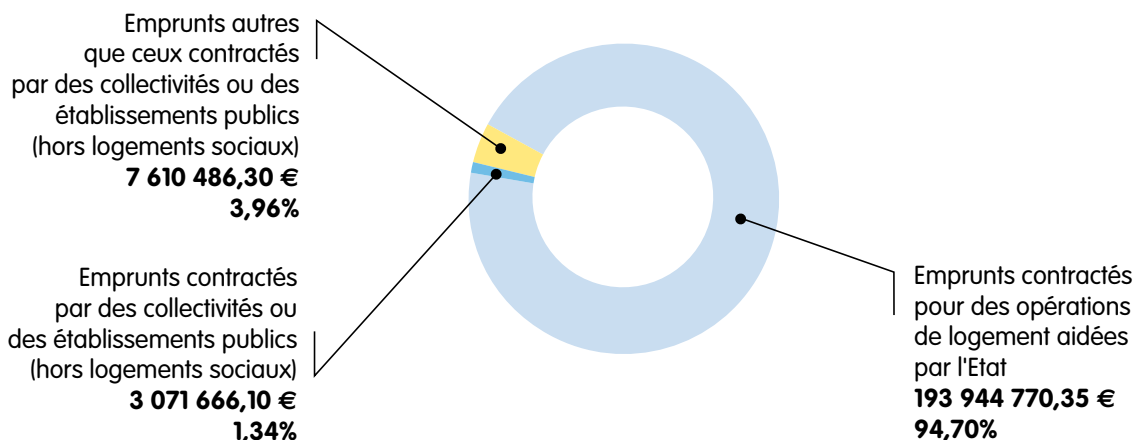
Elles concernent principalement les organismes de logement social, pour plus de 202 M€ (94,70 % de l'encours), dont près de 173 M€ au profit de l'office départemental d'HLM Mayenne Habitat.

L'annuité garantie en 2009 par notre collectivité s'est élevée à près de 19 M€, soit près de 2 fois celle de la dette propre.

Aucune garantie d'emprunt n'a été mise en jeu en 2009, mais il convient de rester attentif à la situation financière des bénéficiaires de ces aides, car le Département pourrait être amené à régler des échéances pour le compte d'autrui.

Les ratios prudentiels issus de la loi Galland de 1988 sont respectés. Le poids des annuités de la dette propre, dette pour subventions en annuités et dette garantie étant, depuis 1997, revenu nettement en deçà du seuil des 50% des recettes réelles de fonctionnement fixé par la réglementation.

### RÉPARTITION DE LA DETTE GARANTIE au 31 décembre 2009



#### L'élargissement du champ d'intervention du Département

Depuis l'été 2005, le Département accorde sa garantie aux établissements publics ou privés d'accueil des personnes âgées, à but non lucratif, conventionnés EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) pour le financement de leurs travaux, à parité avec les collectivités locales d'implantation. Elle pourrait à l'avenir exposer la collectivité à des risques financiers, même si des contre-garanties hypothécaires ont été mises en place sur les dossiers principaux.

#### La mise en œuvre de provisions pour garanties d'emprunt

Par l'approbation du règlement départemental des garanties d'emprunt, voté en octobre 2007, la constitution de provisions budgétaires pour risques financiers liés aux garanties d'emprunt a été décidée.

Des provisions pour garanties d'emprunts ont été réalisées en 2009 pour un montant global de 261 097 € et imputées sur chaque programme concerné par les opérations garanties (au 31 décembre 2009, un total de 522 194 € a donc déjà été positionné au titre des garanties d'emprunt).

|  | Comptes<br>M52   | 31 décembre 2009      |                                 |                       | 31 décembre 2008      |
|--|--|-----------------------|---------------------------------|-----------------------|-----------------------|
|  |  | Brut                  | Amortissements<br>et provisions | Net                   | Net                   |
| <b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>  |  |                       |                                 |                       |                       |
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>   |  |                       |                                 |                       |                       |
| Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion        | 20   |                       |                                 |                       |                       |
| Subventions d'équipement versées   | 203  | 3 577 705,34          | 619 878,95                      | 2 957 826,39          | 2 472 204,28          |
| Concessions et droits similaires, licences                                   | 204  | 116 997 421,69        | 29 476 177,12                   | 87 521 244,57         | 82 101 166,69         |
| Autres immobilisations incorporelles   | 205  | 5 631 079,04          | 4 827 327,54                    | 803 751,50            | 1 209 512,25          |
| Immobilisations incorporelles en cours                                       | 208  | 1 633 492,86          | 1 162 284,42                    | 471 208,44            | 461 481,55            |
|  | <b>21, 22, 23 &amp; 24</b>                                 |                       |                                 |                       |                       |
|  | 211, 212, 213, 214, 215, 216, 218, 231, 232, 238, 181, 242 |                       |                                 |                       |                       |
| <b>1) En toute propriété</b>   |  |                       |                                 |                       |                       |
| Terrains   | 211  | 9 074 051,44          |                                 | 9 074 051,44          | 8 265 396,42          |
| Agencements et aménagements de terrains                                      | 212  |                       |                                 |                       |                       |
| Constructions  | 213  | 88 503 961,73         | 40 259 079,42                   | 48 244 882,31         | 43 631 559,78         |
| Constructions sur sol d'autrui   | 214  |                       |                                 |                       |                       |
| Installations, matériel et outillage techniques                              | 215  | 415 454 568,85        | 243 378 565,27                  | 172 076 003,58        | 162 637 531,71        |
| Collections et œuvres d'art  | 216  | 259 742,11            |                                 | 259 742,11            | 257 692,11            |
| Autres immobilisations corporelles   | 218  | 27 177 988,49         | 19 360 321,68                   | 7 817 666,81          | 6 690 629,80          |
| Immobilisations corporelles en cours   | 231  |                       |                                 |                       | 2 462,56              |
| Immobilisations incorporelles en cours                                       | 232  |                       |                                 |                       |                       |
| Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles       | 238  | 1 683 796,76          |                                 | 1 683 796,76          | 2 333 010,90          |
| Immobilisations affectées à un service                                       | 181  | 1 754 746,70          |                                 | 1 754 746,70          | 1 754 746,70          |
| Immobilisations mises à disposition dans le cadre de transfert de compétence | 242  |                       |                                 |                       |                       |
| <b>2) Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition</b>           |  |                       |                                 |                       |                       |
| Terrains   | 2171   | 2 037 586,56          |                                 | 2 037 586,56          | 2 037 586,56          |
| Constructions  | 2173   | 100 435 750,68        | 50 936 981,37                   | 49 498 769,31         | 48 051 566,79         |
| Réseaux divers   | 2175   | 442,40                | 68,00                           | 374,40                | 391,40                |
|  | 26, 27   |                       |                                 |                       |                       |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>   |  |                       |                                 |                       |                       |
| Participations et créances rattachées à des participations                   |  |                       |                                 |                       |                       |
| Titres de participations   | 261  | 1 115 336,69          | 54 364,60                       | 1 060 972,09          | 175 545,09            |
| Autres formes de participations  | 266  | 47 777,52             |                                 | 47 777,52             | 47 777,52             |
| Autres titres immobilisés  | 272  |                       |                                 |                       |                       |
| Prêts  | 274  | 3 108 835,71          |                                 | 3 108 835,71          | 3 383 559,44          |
| Dépôts et cautionnements versés  | 275  | 4 795,66              |                                 | 4 795,66              | 4 795,66              |
| Avances et garanties d'emprunt   | 276  |                       |                                 |                       |                       |
| <b>ACTIF IMMOBILISÉ TOTAL I</b>  |  | <b>778 499 080,23</b> | <b>390 075 048,37</b>           | <b>388 424 031,86</b> | <b>365 788 617,21</b> |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>   |  |                       |                                 |                       |                       |
| <b>STOCK ET EN-COURS / CRÉANCES D'EXPLOITATION</b>                           |  |                       |                                 |                       |                       |
| Redevables et comptes rattachés  | 41   | 1 067 192,55          | 58 376,56                       | 1 008 815,99          | 45 717,40             |
| Créances sur l'Etat et les collectivités publiques                           | 44   | 1 809 187,45          |                                 | 1 809 187,45          | 2 732 761,42          |
| Comptabilité distincte rattachée   | 45   | 2 104 676,93          |                                 | 2 104 676,93          | 231 100,22            |
| Débiteurs et créditeurs divers   | 46   | 4 382 362,63          |                                 | 4 382 362,63          | 2 362 272,10          |
| Disponibilités au Trésor   | 51   | 15 794 622,42         |                                 | 15 794 622,42         | 20 129 759,08         |
| Disponibilités régies  | 54   | 3 680,53              |                                 | 3 680,53              | 6 915,00              |
| Avances de trésorerie  | 55   |                       |                                 |                       |                       |
| <b>ACTIF CIRCULANT TOTAL II</b>  |  | <b>25 161 722,51</b>  | <b>58 376,56</b>                | <b>25 103 345,95</b>  | <b>25 508 525,22</b>  |
| <b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>   |  |                       |                                 |                       |                       |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices                                   |  |                       |                                 |                       |                       |
| Dépenses à classer ou à régulariser  | 47   | 150,00                |                                 | 150,00                | 1 328,00              |
| Comptes de régularisation  | 48   |                       |                                 |                       |                       |
| Écarts de conversion - Actifs  |  |                       |                                 |                       |                       |
| <b>COMPTES DE RÉGULARISATION TOTAL III</b>                                   |  | <b>150,00</b>         |                                 | <b>150,00</b>         | <b>1 328,00</b>       |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>  |  | <b>803 660 952,74</b> | <b>390 133 424,93</b>           | <b>413 527 527,81</b> | <b>391 298 470,43</b> |

# La situation patrimoniale du Département au 31/12/2009

La situation patrimoniale

Passif

| Passif                                     |  | Comptes<br>M52 | 31 décembre 2008      | 31 décembre 2008      |
|--|--|----------------|-----------------------|-----------------------|
|  |  |                | Net                   | Net                   |
| FONDS PROPRES                              | <b>FONDS PROPRES</b>   |                |                       |                       |
|  | Dotations et fonds globalisés d'investissement                 | 102            | 141 816 835,74        | 131 779 177,74        |
|  | Réserves   | 106            | 135 596 680,49        | 123 484 165,77        |
|  | Neutralisation des amortissements                              | 198            | -91 926 937,33        | -78 839 254,21        |
|  | Report à nouveau solde créditeur                               | 110            | 8 042 629,54          | 5 294 039,95          |
|  | Résultat de fonctionnement de l'exercice (excédent ou déficit) | 12             | 13 346 472,30         | 14 861 104,31         |
|  | Subventions transférables                                      | 131, 133       | 154 828 781,76        | 143 987 022,43        |
|  | Compte de liaison affectation                                  | 181            |                       |                       |
|  | Subventions transférées  | 139            | -70 650 181, 61       | -59 777 846,73        |
|  | Différence sur réalisation d'immobilisation                    | 192 et 193     | -137 181,59           | -434 718,88           |
|  | <b>AUTRES FONDS</b>  |                |                       |                       |
| Subventions non transférables              | 132 et 138   | 22 995 423,00  | 18 810 979,83         |                       |
| <b>FONDS PROPRES TOTAL I</b>               |  |                | <b>313 912 522,30</b> | <b>299 164 670,21</b> |
| PROVISIONS                                 | Provision pour risques   | 151            | 522 194,00            | 261 097,00            |
|  | Provision pour charges   | 157            |                       |                       |
|  | Autres provisions  | 158            |                       |                       |
|  | <b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES TOTAL II</b>             |                | <b>522 194,00</b>     | <b>261 097,00</b>     |
| DETTES                                     | <b>DETTES FINANCIÈRES</b>                                      |                |                       |                       |
|  | Emprunts obligataires  | 163            |                       |                       |
|  | Emprunts en euros  | 1641           | 20 445 240,66         | 17 898 589,20         |
|  | Emprunts en devises  | 1643           |                       |                       |
|  | Opérations afférentes à l'emprunt                              | 16441          | 65 233 945,65         | 61 142 108,29         |
|  | Dépôts et cautionnements reçus                                 | 165            | 12 885,90             | 12 885,90             |
|  | Autres emprunts  | 1687           | 212 349,84            | 212 717,84            |
|  | Intérêts courus non échus                                      | 1688           | 1 241 526,08          | 1 190 944,24          |
|  | <b>DETTES DIVERSES</b>   |                |                       |                       |
|  | Fournisseurs et comptes rattachés                              | 401            | 29 449,64             | 9 896,14              |
|  | Fournisseurs d'immobilisations                                 | 404            | 200 506,96            | 223 906,53            |
|  | Fournisseurs factures non parvenues                            | 408            | 6 802 599,50          | 7 813 956,56          |
|  | Personnel rémunérations dues                                   | 421            |                       | 3 338,80              |
|  | Cotisations et organismes sociaux                              | 43             |                       | 41 365,00             |
|  | Dettes envers État & collectivités publiques                   | 44             | 470 366,60            | 9 455,00              |
|  | Comptes de rattachement  | 45             | 2 914 504,86          | 1 439 716,95          |
|  | Débiteurs et créditeurs divers                                 | 46             | 1 523 448,36          | 1 857 988,55          |
| Crédits et lignes de trésorerie            | 519  |                |                       |                       |
| <b>DETTES TOTAL III</b>                    |  |                | <b>99 086 823,75</b>  | <b>91 856 869,30</b>  |
| COMPTES DE RÉGULARISATION                  | Recettes à classer ou à régulariser                            | 471            | 5 987,76              | 15 883,92             |
|  | Différence sur conversion passif                               | 477            |                       |                       |
|  | Frais de poursuite rattachés                                   | 4781           |                       |                       |
|  | Ordre de paiement  | 513            |                       |                       |
|  | <b>COMPTES DE RÉGULARISATION TOTAL IV</b>                      |                | <b>5 987,76</b>       | <b>15 883,92</b>      |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL ( I + II + III + IV )</b> |  |                | <b>413 527 527,81</b> | <b>391 298 470,43</b> |

## Le périmètre d'intervention et les gestions externes

Les dépenses du budget principal 2008 retracent la quasi totalité de l'action départementale. Néanmoins, la présentation financière des entités parties prenantes de son périmètre d'intervention s'impose, dès lors qu'est affirmée la volonté d'offrir une vision complète de la Mayenne.

**Les différents « satellites » du Département peuvent, de par leur statut juridique et la nature des liens existants avec le budget départemental, être regroupés dans les catégories suivantes :**

- **Les budgets annexes** : ils retracent des activités directement gérées et contrôlées par le département mais font l'objet d'une comptabilité distincte. Depuis le 1er janvier 2003, 2 budgets annexes ont été constitués pour le laboratoire départemental d'analyses 53 et le traitement des déchets ménagers.
- **Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)** : établissement public départemental, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, le SDIS est sous la double responsabilité du Président du conseil d'administration pour ce qui concerne la gestion administrative et financière et du Préfet pour l'opérationnel, c'est à dire, l'exercice de la prévention et de la prévision contre l'incendie, ainsi que la formation des sapeurs-pompiers.

**Il a été réorganisé en 1994 en un corps départemental de sapeurs-pompiers unique et est transformé par la Loi du 3 Mai 1996 en un établissement public territorial commun au Département et aux communes pour l'organisation et la gestion des services d'incendie et de secours.**

- **Les associations** : elles découlent du choix du Département de confier certaines parties de compétences à des structures ad hoc qui n'en font pas moins l'objet d'un étroit suivi par les services départementaux.
- **Les Syndicats Mixtes (SM) et les Sociétés d'Economie Mixte (SEM)** : le Département y adhère aux côtés d'autres collectivités locales (SM) ou détient une participation aux côtés d'autres partenaires (SEM).

### Le Conseil général fait partie des 7 syndicats mixtes suivants :

- **L'orchestre national des Pays de la Loire,**
- **Le parc régional Normandie Maine,**
- **Le syndicat mixte la rivière la Mayenne,**
- **Le centre universitaire la Mayenne-Laval,**
- **Le syndicat mixte Gigalis,**
- **Le syndicat mixte Aéroport de Laval,**
- **Le syndicat mixte d'études Aéroport de Notre-Dame-des-Landes.**

Le Conseil général fait aussi partie du groupement d'intérêt public «Maison départementale des personnes handicapées».

Par ailleurs, au 31 décembre 2009, le Département détient une part du capital dans la SA d'économie Mixte Laval Mayenne Aménagements (LMA) et dans la SA de Coopération Immobilière de la Mayenne SACICAP.

Au delà des exigences de l'instruction comptable M 52, le département de la Mayenne présente sa situation patrimoniale au travers de son bilan au 31 décembre 2009.

Cette démarche volontaire et novatrice qui, à notre connaissance, est encore peu explorée ailleurs, permet aujourd'hui aux élus du Conseil général de la Mayenne et à travers eux à l'ensemble des Mayennais, de disposer d'un outil, à l'instar de ce qui se pratique dans le secteur concurrentiel, permettant d'appréhender sans complaisance la situation financière de la collectivité avec exhaustivité, transparence et sincérité.

Reste à poursuivre et parfaire cette démarche novatrice et à la conforter pour l'avenir afin d'aboutir demain à une véritable certification des comptes publics.

**La comptabilité du département est une comptabilité de droits constatés** : elle enregistre non pas des mouvements de fonds effectifs mais des ordres donnés (mandats et titres de recettes).

En conformité avec les principes de base du droit public budgétaire, **l'exécution des opérations budgétaires du département est assurée par deux types d'agents distincts et séparés : l'ordonnateur et le comptable.**

Le Président du Conseil général exerce les fonctions d'ordonnateur : il est chargé de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses ainsi que de la constatation des recettes, dont il prescrit l'exécution. Le payeur départemental, en sa qualité de comptable public, assure la prise en charge et le recouvrement des recettes, le paiement des dépenses et les opérations de trésorerie.

L'incompatibilité de ces deux fonctions et leur stricte séparation constituent un principe fondamental de l'organisation budgétaire et comptable des administrations publiques. Sa mise en œuvre nécessite la tenue de deux comptabilités et une présentation séparée des comptes à la clôture de chaque exercice, dans un document propre à chacune.

**Le compte administratif, élaboré par l'ordonnateur, retrace l'exécution du budget.**

**Le compte de gestion établi par le comptable**, décrit non seulement les mouvements budgétaires qui apparaissent dans la comptabilité de l'ordonnateur mais également les opérations non budgétaires qui en résultent, ainsi que leur recouvrement.

Ces deux comptes retracent les mouvements budgétaires de manière identique.

# Administration territoriale de la République

L'article 16 de la loi du 6 février 1992 (article L 212-14 du Code des Communes), et son décret d'application n° 93-570 du 27 mars 1993, font obligation aux départements de publier en annexe de leurs documents budgétaires une série de 11 ratios (« données synthétiques »). Ces ratios constituent des indicateurs précieux pour le budget départemental.

## La série se référant au compte administratif 2009 est reproduite ci-dessous.

*(La moyenne pondérée pour l'ensemble des départements hors Paris figure entre parenthèse (source CEDI - CA 2008))*

|  |                                      |
|--|--------------------------------------|
| 1. Dépenses réelles de fonctionnement/population   | <b>726,35 €/hab.</b> (791,82 €/hab.) |
| 2. Produit des impôts directs/population   | <b>324,82 €/hab</b> (325,82 €/hab.)  |
| 3. Recettes réelles de fonctionnement/population   | <b>816,61 €/hab</b> (934,01 €/hab.)  |
| 4. Dépenses d'équipement brut/population   | <b>194,69 €/hab</b> (229,51 €/hab.)  |
| 5. Encours de dette/population   | <b>278,82 €/hab</b> (412,05 €/hab.)  |
| 6. Dotation globale de fonctionnement/population   | <b>185,24 €/hab</b> (212,75 €/hab.)  |
| 7. Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement  | <b>22,91 %</b> (20,82 %)             |
| 8. Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal*  | <b>0,91</b> (0,89)                   |
| 9. (Dépenses réelles de fonctionnement + remboursement annuel de la dette** )/recettes réelles de fonctionnement | <b>92,24 %</b> (87,83 %)             |
| 10. Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement  | <b>23,84 %</b> (22,21 %)             |
| 11. Encours de dette totale /recettes réelles de fonctionnement  | <b>34,14 %</b> (46,29 %)             |

**Les recettes réelles de fonctionnement sont considérées hors reprise de l'excédent de l'exercice antérieur.**

**La population de la Mayenne compte 310 698 habitants (population avec double compte)..**

\* « Potentiel fiscal » notifié sur la fiche individuelle DGF 2009.

\*\* Remboursement annuel de dette hors crédits reconstituables (31 496 425,50 €).



CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MAYENNE  
HÔTEL DU DÉPARTEMENT

39, rue Mazagran

BP 1429

53014 LAVAL Cedex

Tél. 02 43 66 53 53

Fax 02 43 66 53 32

E-mail : [dircom@cg53.fr](mailto:dircom@cg53.fr)

[lamayenne.fr](http://lamayenne.fr)

  
**LA MAYENNE**  
CONSEIL GÉNÉRAL